spécial contre l'*apartheid*, et de faire rapport au Conseil à ce sujet;

18. *Prie* le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution, en accordant une attention particulière aux mesures de coordination et d'intégration prises pour donner le maximum d'efficacité aux activités d'assistance menées par les divers organismes des Nations Unies en vue de permettre au peuple namibien d'accéder sans tarder à l'indépendance, et de faire rapport au Conseil à ce sujet à sa seconde session ordinaire de 1988;

19. *Décide* de maintenir ces questions à l'étude.

35^e séance plénière
8 juillet 1987

1987/79. Examen interorganisations des plans à moyen terme des organismes des Nations Unies et analyse interorganisations des programmes dans le secteur de la science et de la technique au service du développement

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur l'examen interorganisations des plans à moyen terme des organismes des Nations Unies et l'analyse interorganisations des programmes dans le secteur de la science et de la technique au service du développement⁴¹, et la première partie du rapport du Comité du programme et de la coordination sur sa vingt-septième session⁴²,

1. *Invite* le Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement à étudier comme il convient, à sa neuvième session, l'examen interorganisations des plans à moyen terme des organismes des Nations Unies et l'analyse interorganisations des programmes dans le secteur de la science et de la technique au service du développement, ainsi que l'évaluation et les recommandations faites par le Comité du programme et de la coordination;

2. *Demande instamment* au Comité intergouvernemental d'exercer les fonctions de coordination qui lui sont assignées dans le cadre du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement⁴³ et en vertu de la résolution 34/218 de l'Assemblée générale du 19 décembre 1979, ainsi que d'examiner les questions de coordination à chacune de ses sessions;

3. *Décide* de renforcer sa fonction de coordination dans le domaine de la science et de la technique pour

⁴¹ E/1987/51.

⁴² Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément n° 16 (A/42/16).

⁴³ Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement, Vienne, 20-31 août 1979 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.I.21 et rectificatifs), chap. VII.

aider les organismes et organes des Nations Unies à harmoniser leurs efforts en tenant compte de la nécessité d'éviter les chevauchements et les doubles emplois;

4. *Décide également* que l'exercice de ses fonctions concernant la coordination dans le domaine de la science et de la technique sera lié à son étude des questions de fond qui se posent dans ce domaine;

5. *Prie* le Comité intergouvernemental et les autres organismes et organes des Nations Unies, conformément aux recommandations du Comité du programme et de la coordination, de centrer leurs activités sur la nécessité d'instituer des formes pratiques de coopération dans des secteurs déterminés, en accordant une attention particulière au renforcement des capacités scientifiques et techniques des pays en développement et en prenant note du débat tenu à la seconde session ordinaire de 1987 du Conseil économique et social.

36^e séance plénière
8 juillet 1987

1987/80. Efforts et mesures destinés à promouvoir l'éradication de l'analphabétisme

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 41/118 de l'Assemblée générale du 4 décembre 1986, dans laquelle l'Assemblée a invité le Conseil à examiner la question de la désignation d'une année internationale de l'alphabétisation,

Se référant à la décision 7.1.2 du 18 juin 1987, adoptée par le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa cent vingt-sixième session, dans laquelle le Conseil a suggéré que l'Assemblée générale proclame l'année 1990 Année internationale de l'alphabétisation,

Soulignant que l'analphabétisme largement répandu dans de nombreux pays en développement affecte gravement le processus de développement économique et social, ainsi que le progrès culturel et intellectuel,

Convaincu que le processus d'éducation peut apporter une contribution indispensable au progrès social, à la compréhension mutuelle et à la coopération entre les nations,

Ayant à l'esprit le fait que l'éradication de l'analphabétisme exige une coopération à l'échelle mondiale et des efforts concertés,

Convaincu que la mise au point d'une stratégie globale pour l'élimination de l'analphabétisme et l'organisation d'une campagne mondiale d'alphabétisation favoriseront une plus profonde compréhension de l'opinion publique mondiale à l'égard des divers aspects du problème de l'analphabétisme et aideront à intensifier les efforts d'alphabétisation et d'éducation,

Réaffirmant l'importance du paragraphe 164 des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la pro-

motion de la femme⁴⁴, qui indique le besoin de programmes prioritaires pour surmonter les obstacles spéciaux qui se sont généralement traduits par des taux d'analphabétisme plus élevés chez les femmes que chez les hommes,

1. *Prend acte avec satisfaction* des propositions pour la célébration d'une année internationale de l'alphabétisation élaborées par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture⁴⁵;

2. *Invite* l'Assemblée générale à proclamer l'année 1990 Année internationale de l'alphabétisation;

3. *Lance un appel* à tous les Etats Membres pour qu'ils coopèrent avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à la préparation de l'Année internationale de l'alphabétisation et qu'ils participent pleinement aux activités qui seront organisées dans le cadre de l'Année.

36^e séance plénière
8 juillet 1987

1987/81. Mise en valeur des ressources humaines

Le Conseil économique et social,

Réaffirmant le rôle décisif des ressources humaines dans le processus du développement socio-économique,

Considérant que le processus de développement à long terme des pays en développement est l'un des principaux objectifs de la coopération internationale et des activités de développement du système des Nations Unies et que la mise en valeur des ressources humaines est capitale pour la réalisation de cet objectif,

Conscient que la formation de personnel national qualifié constitue un élément important de la mise en valeur des ressources humaines dont elle fait partie intégrante,

Rappelant l'importance donnée à la mise en valeur des ressources humaines dans la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement⁴⁶,

Rappelant également la résolution 40/213 de l'Assemblée générale du 17 décembre 1985, relative au rôle du personnel national qualifié dans le développement social et économique des pays en développement, et la résolution 1986/73 du Conseil économique et social du 23 juillet 1986, relative à la mise en valeur des ressources humaines,

Notant la décision 87/15 relative à la mise en valeur des ressources humaines, adoptée par le Conseil d'admini-

nistration du Programme des Nations Unies pour le développement le 18 juin 1987⁴⁷,

Considérant qu'il appartient à chaque pays en développement de décider du contenu éventuel d'un programme national de mise en valeur de ses ressources humaines,

Tenant compte de l'expérience et de la capacité technique considérables que les organismes des Nations Unies ont acquises en matière de mise en valeur des ressources humaines dans leurs domaines de compétence respectifs, et convaincu de la nécessité de mieux coordonner ces activités,

Prenant acte de la note du Comité administratif de coordination sur la coordination des activités du système des Nations Unies concernant la mise en valeur des ressources humaines et la contribution de ce système à la réalisation des objectifs économiques et sociaux des pays en développement, et des vues exprimées dans le résumé établi par les présidents des réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination⁴⁸,

Insistant sur le rôle central qui lui revient dans la coordination des activités du système des Nations Unies relatives à la mise en valeur des ressources humaines,

1. *Prend acte* de la note du Secrétaire général sur la mise en valeur des ressources humaines⁴⁹;

2. *Prend acte également* du rapport du Secrétaire général sur le rôle du personnel national qualifié dans le développement économique et social des pays en développement⁵⁰;

3. *Réaffirme* la nécessité d'appliquer une approche intégrée et multidisciplinaire à tous les aspects de la mise en valeur des ressources humaines dans les programmes de travail de l'Organisation des Nations Unies et des autres organismes des Nations Unies;

4. *Prie* le Secrétaire général, compte tenu des études antérieures et des échanges de vues qui ont eu lieu à la vingt-deuxième série de réunions communes du Comité du programme et de la coordination et du Comité administratif de coordination ainsi que du rapport détaillé qui sera présenté au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à sa trente-cinquième session, de soumettre, après consultation avec les organismes et organes des Nations Unies, un rapport complet sur la mise en valeur des ressources humaines et sur les activités de l'ensemble du système dans ce domaine, avec des conclusions et des recommandations, à l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, pour examen et décision;

5. *Invite* les gouvernements des Etats Membres à fournir au Secrétaire général des renseignements, qu'il incorporera dans son rapport, sur leur expérience en

⁴⁴ Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. I, sect. A.

⁴⁵ Voir E/1987/113.

⁴⁶ Résolution 35/56 de l'Assemblée générale, annexe.

⁴⁷ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1987, Supplément n° 12 (E/1987/25), annexe I.

⁴⁸ E/1987/83, sect. III.

⁴⁹ A/42/335-E/1987/84.

⁵⁰ A/42/275-E/1987/76.